

PROJET DE REGLEMENTATIONS ET DE PRESCRIPTIONS DANS LE CADRE DE L'AUTORISATION D'EXPLOITATION ET D'INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION

CAPTAGE D'AMBLEVILLE « source Gratte Sel ».

1) CAPACITE DE POMPAGE AUTORISEE

Les débits maximums d'exploitation autorisés sont :

- débit horaire = 24 m³/h,
- débit journalier = 470 m³/j,
- débit annuel = 60 000 m³/an.

2) PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE (PPI)

D'une superficie approximative de 1032 m² le périmètre de protection immédiate est constitué de la parcelle n°1950, section A, de la commune d'Ambleville.

Conformément à la réglementation en vigueur, la parcelle n°1950, section A, constituant le périmètre de protection immédiate, propriété de la collectivité distributrice, doit demeurer sa propriété.

Afin d'empêcher efficacement l'accès du périmètre de protection immédiate à des tiers, ce périmètre est clos et matérialisé par une clôture, d'au moins 1,8 mètres de hauteur, munie d'un portail fermant à clé.

Seules sont autorisées les activités liées à l'alimentation en eau potable et à condition qu'elles ne provoquent pas de pollution de l'eau captée. Ainsi sont notamment interdits tous les dépôts et stockages de matériel qui ne sont pas directement nécessités par la surveillance, l'exploitation ou l'entretien du captage, les épandages de matières quelle qu'en soit la nature, toute circulation de véhicules, toute activité, tout aménagement et occupation des locaux qui ne sont pas directement nécessaires à l'exploitation des installations.

Le périmètre et les installations sont soigneusement entretenus et contrôlés périodiquement.

La végétation présente sur le site doit être entretenue régulièrement (taille manuelle ou mécanique). L'emploi de produits phytosanitaires et d'engrais est interdit. La végétation, une fois coupée, doit être extraite de l'enceinte du périmètre de protection immédiate.

Aucun ouvrage de captage supplémentaire ne peut être réalisé, sauf autorisation préfectorale préalable.

Le piézomètre doit, dans un délai d'un an, faire l'objet d'un diagnostic permettant d'évaluer les risques que celui-ci présente pour la nappe d'eau souterraine. En l'absence de risques, il devra être aménagé conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié. Dans le cas contraire, il sera comblé selon les dispositions de la norme NFX 10-999 d'avril 2007.

3) PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE (PPR)

D'une superficie d'environ 205 hectares, le périmètre de protection rapprochée se situe sur les communes d'Ambleville, Omerville et Saint-Gervais.

Il comprend les parcelles figurant sur le plan et l'état parcellaires joints.

En règle générale, toute activité nouvelle ou existante doit prendre en compte la protection des ressources en eau souterraine de ce secteur dans le cadre de la réglementation applicable. Sur ces parcelles, peuvent être interdites toutes sortes d'installations, travaux, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau.

3.1) **PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES VOIES DE COMMUNICATION, LES TRANSPORTS, LES RESEAUX ET ASSIMILES**

- Les réseaux collectifs d'eaux usées ne peuvent être mis en service qu'après un contrôle de leur étanchéité et sous réserve que celle-ci soit satisfaisante. Les résultats de ce contrôle sont transmis à l'Agence régionale de santé et à la préfecture avant la mise en service de ces réseaux.

Une inspection vidéo des réseaux collectifs d'eaux usées doit être réalisée tous les cinq ans. Les documents relatifs à cette inspection sont conservés pendant cinq ans par le propriétaire et le gestionnaire de ces réseaux. Une synthèse de ces documents est transmise à l'Agence régionale de santé et à la préfecture dans un délai de deux mois à compter de la date du contrôle.

- Les réseaux collectifs d'eaux pluviales ne peuvent être mis en service qu'après un contrôle de leur étanchéité et sous réserve que celle-ci soit satisfaisante. Les résultats de ce contrôle sont transmis à l'Agence régionale de santé et à la préfecture avant la mise en service de ces réseaux.

- La création de voie ferroviaire est interdite.

- La création de voie routière est interdite.

- L'aménagement ou l'élargissement des voies routières existantes destiné à augmenter le nombre de véhicules y circulant est interdit. Cette interdiction ne concerne pas la création de bande et de piste cyclable et les travaux ou aménagements destinés à améliorer la sécurité des personnes ou de l'environnement. Les projets de création, de travaux ou d'aménagement précités sont soumis à l'avis préalable de l'Agence régionale de santé.

- Un aménagement de la partie ouest de la D 135 doit être effectué ([longueur à déterminer](#)), dans un délai de trois ans, de manière à éviter le débordement d'eaux de ruissellement et le risque de pollution en cas d'accident routier, en particulier, au niveau de la parcelle constituant le périmètre de protection immédiate. Le projet d'aménagement est soumis à l'avis préalable de l'Agence régionale de santé.

NB : actuellement, une partie des eaux de ruissellement de chaussée est canalisée à l'intérieur du ppi et évacuée dans le ru. Indépendamment du risque sanitaire, il n'est réglementairement pas possible d'autoriser ce type de dispositif à l'intérieur d'un ppi. Il convient d'étudier les dispositifs à mettre en œuvre.

- L'implantation de canalisation de transport d'hydrocarbures liquides est interdite.

- L'utilisation de produits phytosanitaires pour le désherbage des zones non agricoles (bas-côtés, talus, fossés, bordures de route, trottoirs, terrains de sport, zones imperméabilisées...) est interdite.

- La suppression, le déplacement des voies bordant le périmètre de protection rapprochée doit faire l'objet d'une information préalable auprès de l'Agence régionale de santé et de la préfecture.

3.2) **PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES PRESSIONS DOMESTIQUES DES PARTICULIERS ET ASSIMILES**

- Les rejets domestiques d'eaux usées, même traitées, dans des puisards ou des puits d'infiltration sont interdits. Les installations existantes sont interdites dans un délai de trois ans. Par dérogation à ce qui précède, le rejet des eaux usées traitées dans un puits d'infiltration est autorisé dans le cadre de la

réhabilitation des assainissements existants, en cas d'impossibilité technique de recourir à une autre filière et après avis favorable de l'Agence régionale de santé.

- L'évacuation des eaux pluviales dans le sous-sol au moyen de dispositifs tels que puits ou puisards est interdite. Les installations existantes sont interdites dans un délai de trois ans, sauf impossibilité technique dûment justifiée.
- Les stockages existants d'hydrocarbures liquides enfouis simple paroi, enterrés simple paroi en fosse et les stockages d'hydrocarbures liquides aériens simple paroi sans rétention sont interdits dans un délai de trois ans. Les stockages ne répondant pas aux exigences précitées doivent être, dans ce délai, remplacés par des réservoirs aériens répondant aux exigences de la réglementation en vigueur ou mis hors service ou supprimés.
- L'usage, la détention ou la préparation de produits phytosanitaires pour l'utilisation en jardin et espace extérieur sont interdits à l'exception de ceux autorisés en agriculture biologique.

3.3) PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES ACTIVITES INDUSTRIELLES, ARTISANALES, COMMERCIALES ET ASSIMILEES

- Sans préjudice des interdictions et réglementations du présent projet, les activités industrielles, artisanales, commerciales et assimilées annexées à ce projet sont interdites.
- L'implantation d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation au titre du code de l'environnement et classables dans les rubriques 1000 à 1999, 2500 à 2599 et 3410 à 3700 de la nomenclature en vigueur à la date de parution du présent arrêté au recueil des actes administratifs de l'Etat et annexée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement est interdite. Toutefois, les installations classables dans les rubriques précitées qui sont ou seraient nécessaires à l'exploitation des établissements ou des activités existants à la date de parution de l'arrêté préfectoral d'autorisation du captage sont autorisées dans les conditions visées au paragraphe suivant.
- Sans préjudice des autres dispositions du présent arrêté, l'implantation des autres installations classées ne peut être admise que si les dispositions d'aménagement et d'exploitation mises en place sont aptes à prévenir tout risque de pollution de la nappe captée par le puits. Ces dispositions prises au titre du code de la santé publique sont décrites dans le dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation au titre du code de l'environnement. En vue de protéger la ressource, des prescriptions particulières ou complémentaires peuvent être imposées à ces installations.
- L'évacuation des eaux pluviales dans le sous-sol au moyen des dispositifs tels que puits, puisard, puits filtrant...est interdite.
- L'implantation de carrière ou de centre d'enfouissement technique de déchets inertes, de déchets ménagers ou de déchets industriels est interdite.

3.4) PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES ACTIVITES AGRICOLES ET ASSIMILEES

- La suppression des talus et des haies existants est interdite.
- L'implantation de bâtiment d'élevage est interdite.
- Le pacage des animaux est interdit à moins de 200 mètres du captage.
- Les dépôts permanents ou temporaires de fumiers, de lisiers, de boues de station d'épuration, de boues d'installations classées, de composts de déchets ménagers, de déchets ménagers sont interdits. Par dérogation à l'alinéa précité, les dépôts de boues, utilisées comme amendement calcique, dites « écume de défécation », en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement de transformation de la betterave sucrière, sont autorisés sous réserve que ces dépôts soient implantés à plus de 100 mètres des limites du périmètre de protection immédiate.

- Les épandages de fumiers, de lisiers, de boues de station d'épuration, de boues d'installations classées (à l'exception de celles visées au 4^{ème} paragraphe ci-avant), de composts de déchets ménagers, de déchets ménagers sont interdits.
- La fertilisation azotée doit être raisonnée à l'aide de la méthode des bilans ou de toute méthode équivalente. Les résultats des mesures de reliquats d'azote, la planification des fertilisations, la nature et la localisation des cultures implantées sur les unités culturales sont conservés pendant 3 ans par l'exploitant.
- Les drainages agricoles existants doivent faire l'objet, dans un délai d'un an, d'une déclaration à l'Agence régionale de santé et à la préfecture. Les nouveaux réseaux de drainage sont interdits.
- La création de puisard de collecte de réseaux de drainage agricole est interdite. Les puisards de collecte existants sont déclarés à l'Agence régionale de santé et à la préfecture dans un délai d'un an. Ils sont interdits ou aménagés, au cas par cas, après avis de l'hydrogéologue agréé, dans un délai de deux ans.
- Les installations de stockage et de préparation de produits phytosanitaires existantes doivent être déclarées à l'Agence régionale de santé et à la préfecture dans un délai d'un an. Seules celles situées à l'intérieur des sièges d'exploitation existants sont autorisées. Elles doivent, dans un délai de deux ans, répondre aux normes techniques du moment et, notamment, être munies de cuvette de rétention étanche dont le volume doit permettre d'éviter tout risque de débordement. Le stockage de produits phytosanitaires doit être effectué dans un local clairement identifié, spécifiquement réservé à cet usage, aéré ou ventilé, fermé à clef et à l'entrée duquel seront affichées les consignes de sécurité.
- Les installations de stockage et de préparation d'engrais minéraux existantes doivent être déclarées à l'Agence régionale de santé et à la préfecture dans un délai d'un an. Seules celles situées à l'intérieur des sièges d'exploitation existants sont autorisées. Les réservoirs d'engrais liquide doivent être, dans un délai de deux ans, dotés de cuvette de rétention étanche dont l'aménagement et le volume doit permettre d'éviter tout risque de débordement.
- Les aires de remplissage et de rinçage des appareils de traitement par phytosanitaires doivent être déclarées à l'Agence régionale de santé et à la préfecture dans un délai d'un an. Seules celles situées à l'intérieur des sièges d'exploitation existants sont autorisées. L'aménagement des aires de remplissage et de rinçage des appareils de traitement par phytosanitaires doit favoriser la mise en œuvre de techniques permettant d'éviter une contamination des eaux par les phytosanitaires.
- Le stockage des produits liquides dangereux ou polluants, autres que ceux précités, en quantité supérieure à 20 litres (gasoil, huiles usagées...), doit être effectué sur des cuvettes de rétention étanches dont le volume doit permettre d'éviter tout risque de débordement. Ces aménagements doivent être effectués dans un délai de deux ans.
- La vérification et la remise en état, le cas échéant, du matériel de pulvérisation sont obligatoires tous les cinq ans. Les documents justificatifs sont conservés pendant cinq ans par l'exploitant.
- En cas de dégradation de la qualité des eaux du captage, dans certaines zones géographiques jugées vulnérables sur la base d'études complémentaires, des mesures correctives (prairies, bandes enherbées, haies, boisements...) peuvent être rendues obligatoires par déclaration d'intérêt général ou par toute autre disposition réglementaire.
- En cas de présence, dans l'eau captée ou distribuée, d'une matière active ou de métabolites de cette matière active, dont la teneur serait supérieure à la limite de qualité fixée pour l'eau distribuée ou dont l'augmentation des teneurs risque de conduire à un dépassement de cette limite, l'usage de cette matière active peut être interdit.
- Afin de pouvoir adapter le suivi analytique de l'eau du captage, la liste des produits phytosanitaires utilisés comportant les dates d'utilisation, les quantités employées, les lieux d'usage, est à conserver

pendant trois ans par l'exploitant. L'Agence régionale de santé et les services de l'Etat compétents peuvent en prendre connaissance par enquête.

- En ce qui concerne l'utilisation des produits phytosanitaires, ceux-ci sont autorisés aux doses homologuées dans le respect de la méthodologie suivante :

L'intervention est impérativement déclenchée par une nécessité qui repose sur quatre points :

- l'observation à la parcelle, quotidienne en phase de croissance active de la plante,
- l'identification du risque, que ce soit une maladie cryptogamique, une adventice ou un ravageur,
- la mesure du risque,
- le choix des produits à utiliser.

Le choix des produits se fera sur des critères précis :

- l'efficacité,
- la rémanence,
- le respect du milieu, et notamment de la faune auxiliaire,
- la toxicité,
- le coût.

Les applications seront réalisées en prenant en compte :

- des facteurs externes, tels que :
 - la climatologie : luminosité, température, hygrométrie, vitesse du vent et présence de rosée,
 - l'âge et l'état de la plante,
 - l'humidité, la portance et la texture du sol.
- et des facteurs internes (conditions techniques d'épandage).

3.5) PRESCRIPTIONS DIVERSES

- L'implantation de nouveau stockage d'hydrocarbures liquides d'une capacité supérieure à 5000 litres est interdite .

NB : la présence de stockage d'hydrocarbures au niveau du corps de ferme est à vérifier.

- Les transformateurs électriques au sol dont le volume d'huile est supérieur à 20 litres doivent être équipés, dans un délai de trois ans, de cuvette de rétention étanche dont le volume doit permettre d'éviter tout risque de débordement.

NB : la présence et le nombre de ces transformateurs est à vérifier sur place.

- Les excavations temporaires ou permanentes, d'une profondeur supérieure à 3 mètres, sont interdites sauf avis favorable de l'Agence régionale de santé, préalablement consulté. Le contenu du dossier à fournir à l'Agence régionale de santé doit faire le point sur les risques de pollution de l'aquifère capté engendrés par le projet (documents d'incidence, étude d'impact...) et présenter les mesures prises pour les prévenir. Toutefois, en cas d'urgence nécessitant une intervention sans délai, la consultation précitée n'est pas obligatoire. Dans ce cas, une information doit être faite auprès de l'Agence régionale de santé dans les meilleurs délais.

- Le défrichement des parcelles boisées entraînant un changement définitif de vocation de l'occupation des sols est interdit.

- Le dessouchage chimique est interdit.

- L'implantation de camping ou d'aire d'accueil de gens du voyage est interdite.

- La création de cimetière est interdite.

- La création de bassin de rétention d'eau non étanche est interdite.

- La création de puits ou de forage destiné à prélever de l'eau dans la nappe des calcaires du Lutétien ou dans la nappe des sables de l'Yprésien est interdite. Cette disposition ne s'applique pas aux ouvrages destinés à l'alimentation des collectivités publiques ainsi qu'à ceux destinés à la surveillance qualitative ou quantitative de la nappe captée ou à la dépollution des eaux souterraines. Les dossiers

de déclaration ou d'autorisation correspondants sont soumis à l'avis de l'hydrogéologue agréé, préalablement consulté.

- Les puits ou forages existants captant la nappe du Lutétien ou la nappe des sables de l'Yprésien, non utilisés ou présentant un risque pour la nappe captée, sont comblés dans un délai de trois ans, selon les dispositions de la norme NFX 10-999 d'avril 2007.

- Les résultats du suivi analytique qui pourrait être réalisé sur l'aquifère, à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, (forage non destiné à l'usage public de consommation, piézomètres...) sont transmis à l'Agence régionale de santé annuellement. Toutefois, si ces résultats ne sont pas conformes à la réglementation sanitaire, l'information doit être faite sans délai.

4) PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE (PPE)

D'une superficie d'environ 480 ha, le périmètre de protection éloignée se situe sur les communes d'Ambleville, Omerville, Montreuil-sur-Epte et Saint-Gervais conformément au plan joint.

En règle générale, toute activité nouvelle ou existante doit prendre en compte la protection des ressources en eau souterraine de ce secteur, dans le cadre de la réglementation applicable.

Dans le cas des projets qui sont soumis à une procédure préfectorale d'autorisation ou de déclaration, le contenu du dossier à fournir doit faire le point sur les risques de pollution de l'aquifère capté engendrés par le projet (documents d'incidence, étude d'impact,...) et présenter les mesures prises pour les prévenir.

4.1) REGLEMENTATIONS CONCERNANT LES VOIES DE COMMUNICATION, LES TRANSPORTS, LES RESEAUX ET ASSIMILES

- Le désherbage des zones non-agricoles (bas-côtés, talus, fossés, bordures de route, trottoirs, zones imperméabilisées, ...) est autorisé uniquement par voie mécanique, thermique ou manuelle.

- La suppression, le déplacement des voies bordant le périmètre de protection éloignée doit faire l'objet d'une information préalable auprès de l'Agence régionale de santé et de la préfecture.

4.2) REGLEMENTATIONS CONCERNANT LES ACTIVITES AGRICOLES ET ASSIMILEES

- La fertilisation azotée doit être raisonnée à l'aide de la méthode des bilans ou de toute méthode équivalente. Les résultats des mesures de reliquats d'azote, la planification des fertilisations, la nature et la localisation des cultures implantées sur les unités culturales sont conservés pendant 3 ans par l'exploitant.

- La création de réseau de drainage agricole est autorisée, sans préjudice d'autres réglementations, sous réserve que les eaux de collecte ne soient pas évacuées dans le sous-sol. Les puisards de collecte existants sont déclarés à l'Agence régionale de santé et à la préfecture dans un délai d'un an. Ils peuvent être interdits ou aménagés, au cas par cas, après avis de l'hydrogéologue agréé, dans un délai de trois ans.

- Les installations de stockage et de préparation de produits phytosanitaires existantes doivent être déclarées à l'Agence régionale de santé et à la préfecture dans un délai d'un an. Seules celles situées à l'intérieur des sièges d'exploitation existants sont autorisées. Elles doivent, dans un délai de deux ans, répondre aux normes techniques du moment et, notamment, être munies de cuvette de rétention étanche dont le volume doit permettre d'éviter tout risque de débordement. Le stockage de produits phytosanitaires doit être effectué dans un local clairement identifié, spécifiquement réservé à cet usage, aéré ou ventilé, fermé à clef et à l'entrée duquel seront affichées les consignes de sécurité.

- Les installations de stockage et de préparation d'engrais minéraux existantes doivent être déclarées à l'Agence régionale de santé et à la préfecture dans un délai d'un an. Seules celles situées à l'intérieur des sièges d'exploitation existants sont autorisées. Les réservoirs d'engrais liquide doivent être, dans un délai de deux ans, dotés de cuvette de rétention étanche dont l'aménagement et le volume doit permettre d'éviter tout risque de débordement.

- Les aires de remplissage et de rinçage des appareils de traitement par phytosanitaires doivent être déclarées à l'Agence régionale de santé et à la préfecture dans un délai d'un an. L'aménagement des aires de remplissage et de rinçage des appareils de traitement par phytosanitaires doit favoriser la mise en œuvre de techniques permettant d'éviter une contamination des eaux par les phytosanitaires. En cas de nouvelles installations, leur emplacement est soumis à l'avis de l'hydrogéologue agréé.

- La vérification et la remise en état, le cas échéant, du matériel de pulvérisation sont obligatoires tous les cinq ans. Les documents justificatifs sont conservés pendant cinq ans par l'exploitant.

- En cas de dégradation de la qualité des eaux du captage, dans certaines zones géographiques jugées vulnérables sur la base d'études complémentaires, des mesures correctives (prairies, bandes enherbées, haies, boisements...) peuvent être rendues obligatoires par déclaration d'intérêt général ou par toute autre disposition réglementaire.

- En cas de présence, dans l'eau captée ou distribuée, d'une matière active ou de métabolites de cette matière active, dont la teneur est supérieure à la limite de qualité fixée pour l'eau distribuée ou dont l'augmentation des teneurs risque de conduire à un dépassement de cette limite, l'usage de cette matière active peut être réglementé.

- Afin de pouvoir adapter le suivi analytique de l'eau du captage, la liste des produits phytosanitaires utilisés comportant les dates d'utilisation, les quantités employées, les lieux d'usage, est à conserver pendant trois ans par l'exploitant. L'Agence régionale de santé et les services de l'Etat compétents peuvent en prendre connaissance par enquête.

- En ce qui concerne l'utilisation des produits phytosanitaires, ceux-ci sont autorisés aux doses homologuées dans le respect de la méthodologie suivante :

L'intervention est impérativement déclenchée par une nécessité qui repose sur quatre points :

- l'observation à la parcelle, quotidienne en phase de croissance active de la plante,
- l'identification du risque, que ce soit une maladie cryptogamique, une adventice ou un ravageur,
- la mesure du risque,
- le choix des produits à utiliser.

Le choix des produits se fera sur des critères précis :

- l'efficacité,
- la rémanence,
- le respect du milieu, et notamment de la faune auxiliaire,
- la toxicité,
- le coût.

Les applications seront réalisées en prenant en compte :

- des facteurs externes, tels que :

la climatologie : luminosité, température, hygrométrie, vitesse du vent et présence de rosée,

l'âge et l'état de la plante,

l'humidité, la portance et la texture du sol.

- et des facteurs internes (conditions techniques d'épandage).

4.3) REGLEMENTATIONS DIVERSES

- Les dossiers de déclaration ou d'autorisation relatifs à la création et aux prélèvements d'eau des puits, forages et piézomètres doivent comporter les éléments techniques permettant de calculer l'impact prévisionnel sur le bilan hydrogéologique du bassin d'alimentation du captage d'Ambleville ainsi que le rabattement additionnel sur le niveau d'eau de ce captage. Les dossiers correspondants sont soumis à l'avis de l'hydrogéologue agréé. Tout ouvrage ayant un impact prévisionnel ou un impact mesuré sur le captage d'Ambleville peut être interdit.
- Les excavations temporaires ou permanentes sont limitées à 5 mètres de profondeur à l'exception des cas d'urgence nécessitant une intervention sans délai.

Publication des servitudes

La collectivité distributrice adresse un extrait de l'arrêté à chaque propriétaire de terrain situé dans le périmètre de protection rapprochée dans les conditions visées à l'article R.1321-13-1 du code de la santé publique.

TRAITEMENT ET DISTRIBUTION DE L'EAU

Modalités de la distribution

La collectivité distributrice est autorisée à traiter et à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir du captage communal, dans le respect des modalités suivantes :

- le réseau de distribution doit être conçu et entretenu suivant les dispositions de la réglementation en vigueur,
- les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et ses textes d'application,
- le captage et le périmètre de protection immédiate sont propriété de la commune et sont aménagés conformément au présent arrêté.

Protection des ouvrages de distribution

- Toute effraction ou intrusion sur les équipements (captage, bâtiment abritant les traitements, réservoir) doit pouvoir être connue, sans délai, par l'exploitant par tout moyen approprié. L'Agence régionale de santé et la collectivité distributrice doivent en être informées dans les meilleurs délais.
- Les regards de la galerie drainante doivent être dotés de capot solide et fermé à clé avec dispositif d'alerte en cas d'effraction. Ils doivent être conçus de manière à ne pouvoir donner accès à l'eau (double capot par exemple). Dans le cas contraire, toute effraction sur ces capots doit entraîner l'arrêt immédiat du pompage. Les orifices de ventilation sont conçus et aménagés pour empêcher toute introduction de substance dans l'eau.
- Le bâtiment abritant le puits est doté de porte solide et fermée à clé avec dispositif d'alerte en cas d'effraction. Les fenêtres ou baies d'éclairage sont dotées de barreaux solides. Toute effraction ou intrusion dans le bâtiment doit entraîner l'arrêt immédiat du pompage.
- Le bâtiment de traitement est doté de porte solide et fermée à clé avec dispositif d'alerte en cas d'effraction. Les fenêtres ou baies d'éclairage sont dotées de barreaux solides.
- Le réservoir est entouré d'une clôture d'au moins 1,5 mètres de hauteur, munie d'un portail fermant à clé. Il est doté de porte solide et fermée à clé avec dispositif d'alerte en cas d'effraction. L'aménagement du capot situé sur le réservoir doit être conçu de manière à ne pouvoir donner accès à l'eau (double capot par exemple). Dans le cas contraire toute effraction sur ce capot doit entraîner l'arrêt de la distribution à partir de ce réservoir. Les orifices de ventilation sont conçus et aménagés pour empêcher toute introduction de substance dans l'eau.

Ces dispositions doivent être réalisées sous un délai d'un an.

Traitement de l'eau

- L'eau, avant distribution, fait l'objet d'un traitement de dénitratisation par échange d'ions, d'un traitement des pesticides par filtration sur charbon actif puis d'un traitement de désinfection au chlore gazeux selon les modalités techniques définies dans le dossier de demande et le schéma de principe joint au présent arrêté.

En cas de modification importante de cette filière de traitement, celle-ci fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire, pris après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

PROJET